

Ses explications de vote sur l'ensemble (Abus du droit de reprise) [15 décembre 1953] (p. 6850); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Aspect juridique du problème, augmentation accordée constituant un palliatif momentané, nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat et la consommation, réforme fiscale)* [12 février 1954] (p. 253 et suiv.); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Expulsions dues à l'application de l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur l'achat d'appartements occupés, droit de réquisition des préfets)*; [5 mars 1954] (p. 694); Art. 1^{er} : *Son amendement (Le retour devant le juge des référés qui a ordonné l'expulsion)* [23 mars 1954] (p. 1158); le retire (idid.); Art. 6 : *Son amendement (Validité des réquisitions n'ayant pas fait l'objet d'une contestation par voie judiciaire)* [23 mars 1954] (p. 1165); Art. 7 : *Son amendement (Droit au maintien dans les lieux des locataires âgés de 70 ans)* (p. 1167); *Son amendement (Abrogation de l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948)* (p. 1167); — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale* [12 août 1954] (p. 4103). — Pose au Ministre du Logement et de la Reconstruction, une question relative à la représentation de l'habitat au Conseil Economique [13 août 1954] (p. 4186). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Son contre-projet (Construction du barrage de Serre-Ponçon, attitude de l'E. D. F.)* [13 août 1954] (p. 4232 et suiv.); Art. 7 : *Son amendement relatif aux indemnités d'expropriation et tendant à éviter toute spéculation* (p. 4242); — d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : *Son ordre du jour, avec demande de priorité* (« Approuve les déclarations du Gouvernement... »); le soutient : *divulgarion caractérisée de documents secrets par de hauts fonctionnaires (Ministres hors de cause); pratique aujourd'hui générale (Pénétration idéologique du parti communiste), autres exemples administratifs (Méconnaissance du droit syndical par la Préfecture de la Seine, etc.), sanctions nécessaires (Revision du statut des fonctionnaires); efficacité de l'action gouvernementale dans le cas présent de trahison (Nomination parallèle des deux juges, militaire et civil); le retire* [3 décembre 1954] (p. 5781,

5782, 5783); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET LE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955 : *Ses explications de vote (Notion de plein emploi)* [17 mars 1955] (p. 1568); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Dessaisissement du pouvoir législatif au profit du Gouvernement et en fait de l'administration; décrets relatifs aux débits de boissons et à la coordination des transports, contrôles polyvalents, complexité du régime fiscal et taux excessifs, services rendus par le mouvement Poujade)* [28 mars 1955] (p. 2018 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à substituer le dépôt d'un projet de loi à l'octroi de pouvoirs spéciaux* [29 mars 1955] (p. 2082); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Sa motion préjudicielle (Les résultats du premier plan : inflation, classes sous-alimentées); prix français; conditions de la production et pouvoir d'achat nécessaire à l'écouler; nécessité d'instituer une caisse des allocations familiales de minimum vital et de faire de l'expansion monétaire* [10 mai 1955] (p. 2639 à 2643); *la retire* (p. 2644). — Dépose une demande d'interpellation sur les licences d'importation-exportation [20 octobre 1955] (p. 5165). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : *Discussion générale* [16 novembre 1955] (p. 5744, 5745).

DEGROND (Mme Germaine), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription) (S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommée Secrétaire de la Commission de la presse [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217). — Est nommée membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

modifier le décret du 15 juin 1949 ayant fixé les loyers maxima des dépendances et terrains de toute nature accessoires de locaux d'habitation, n° 164. — Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite ou de l'allocation temporaire aux femmes dès l'âge de 60 ans, n° 282. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi relative à la détermination du chiffre d'affaires annuel des exploitants individuels à considérer pour la fixation forfaitaire des bénéfices imposables, n° 293. — Le 23 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 12 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, n° 821. — Le 7 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en faveur des victimes des récents orages ayant dévasté le département de Seine-et-Oise, n° 1035. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus par les jeunes gens l'année de leur appel sous les drapeaux, n° 4890. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés du travail des emplois réservés dans les administrations de l'Etat, n° 5523. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation de la sécurité sociale au profit des titulaires d'une pension ou d'une rente vieillesse, n° 5524. — Le 12 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier, dans les plus brefs délais, la possibilité de faire aider les parents d'enfant unique par les caisses d'allocations familiales sous la forme d'une participation aux colonies de vacances, n° 5856. — Le 11 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire la réunion, dans les salles de café, de toute société sportive, culturelle ou autre, dont les membres sont des jeunes gens de moins de 20 ans, n° 10368. — Le 21 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures d'assistance en faveur des sinistrés de Seine-et-Oise, n° 11280. — Le 28 juillet 1955, une

proposition de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, n° 11375. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 10030) de M. Jean Cayeux concernant la dispense de timbre pour les procurations en vue de la représentation aux assemblées générales dans les sociétés coopératives, n° 11377.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 40-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Hôpital d'Aulnay-sous-Bois)* [4 décembre 1951] (p. 8749) ; le retire (ibid.) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL en deuxième délibération : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9497) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (Statut du personnel artistique)* [15 novembre 1952] (p. 5210) ; le retire (ibid.) ; Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (Contrôle artistique des émissions)* (p. 5210) ; le retire (ibid.) ; Chap. 10-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Objectivité du journal parlé)* (p. 5212, 5213) ; Chap. 30-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteur (Calcul du pourcentage des droits d'auteur)* (p. 5218) ; le retire (p. 5220) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre à chaque membre d'une famille d'être imposé distinctement à la taxe proportionnelle* [21 décembre 1952] (p. 6862). — Est nommée *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les*

artistes des émissions artistiques (Absence d'un statut des artistes) [8 décembre 1953] (p. 6305, 6306); Chap. 30-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel artistique (Incendie du studio des Buttes-Chaumont)* (p. 6311); Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (Retraite des contractuels-cadres)* (p. 6312). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le salaire minimum garanti : *Salariés agricoles* [9 février 1954] (p. 107). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux : *Ses explications de vote (Mauvaise organisation économique et sociale, lutte contre le taudis)* [6 avril 1954] (p. 1782); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : *Demande de réserver l'article 11 formulée par M. Minjoz* [11 mai 1954] (p. 2307); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955; Etat A, Chap. 10-40 : *Statut du personnel artistique* [12 mai 1955] (p. 2732); — d'une proposition de loi relative à l'allocation des aveugles et grands infirmes [11 juillet 1955] (p. 3793); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : *Discussion générale (Droits des enfants, conservation des familles)* [19 juillet 1955] (p. 3882, 3883, 3888); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Contre-projet de Mme Lempereur (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [28 octobre 1955] (p. 5352); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme; Art. 16 : *Amendement de M. Anthonioz (Non-application de ces dispositions aux hôtels et restaurants)* [8 novembre 1955] (p. 5538); Art. 24 : *Son amendement (Sanctions relatives aux réunions des sociétés sportives et de jeunesse dans les débits de boissons)* (p. 5543); Art. 28 : *Son amendement (Circonstances aggravantes en cas d'ivresse)* [9 novembre 1955] (p. 5571); *le retire* (ibid.); Art. 43 : *Amendement de M. Liautey (Alambics)* (p. 5592); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la législation des enfants adultérins; Article unique [17 novembre 1955] (p. 5794).

DEIXONNE (M. Joseph), Député du Tarn. (S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [3 mai 1955] (F. n° 524); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à préciser l'état civil des enfants légitimés adoptivement, n° 470. — Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature), au nom de la Commission de la production industrielle, sur les propositions de résolution : 1° de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 2° de M. Montillot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 3° de M. Servin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône) un premier secours d'un million de francs, n° 667. — Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre immédiatement la commission d'études pour l'ensemble des problèmes scolaires, n° 777. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi tendant à réparer le préjudice subi par les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge entre le 1^{er} septembre 1939 et le 13 mars 1942 maintenus en fonctions pendant la durée des hostilités par application du décret du 1^{er} septembre 1939 et pour lesquels les services ainsi rendus n'ont pas été décomptés pour la retraite, alors que ces mêmes services ont été pris en compte pour les agents atteints par la limite d'âge après le décret de Vichy du 13 mars 1942, n° 1455. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en matière de congrégations reli-